

n'auront eu aucune difficulté à faire admettre à leurs alliés coréens la nécessité de maintenir le statu quo dans la péninsule, du moins pour l'instant. Le problème tenait, toutefois, à la décision du Japon quant à son propre engagement dans une aventure dont les conséquences politiques étaient si graves. L'instinct politique dictait de refuser autant que possible tout engagement politique sérieux.

Réactions japonaises

Pour certains hommes politiques japonais, dont l'ancien premier ministre Fukuda, l'association avec la Chine constitue un geste politique malavisé et ce, malgré les avantages qu'elle comporte sur le plan économique. Elle indispose l'URSS avec qui un traité de paix n'a pas encore été signé. Les Soviétiques continuent d'occuper les îles situées au nord d'Hokkaido, dont la prise remonte à 1945 et qui sont toujours revendiquées par Tokyo. Malgré les démarches répétées du Japon, l'Union soviétique refuse de s'asseoir à la table des négociations tant et aussi longtemps que subsisteront des bases militaires américaines au Japon. Les Japonais avaient été officiellement prévenus que l'URSS considérerait la clause «anti-hégémonique» du projet de traité sino-japonais, comme un geste d'hostilité à son endroit. Toutefois, les considérations partisans se sont estompées de jour en jour. Tous les partis de l'opposition en vinrent à se ranger aux côtés des libéraux démocrates majoritaires pour reconnaître la nécessité d'une normalisation des relations avec la Chine. Seule la faction pro-taiwanaise du PLD s'y opposait encore. L'élection à la présidence du PLD, où le principal adversaire du premier ministre Fukuda fut Masayoshi Ohira, l'ancien ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Tanaka et un ardent défenseur de la normalisation des relations, pesa beaucoup dans la décision. En effet, afin de ravir à Ohira un cheval de bataille, Fukuda devait décider finalement d'approuver la signature du traité.

Evidemment, l'ouverture du marché chinois laissait présager une solution au marasme de l'industrie lourde du Japon grâce au troc de la technologie et des usines japonaises contre les richesses naturelles de leur nouvel allié. Aux prises avec des problèmes croissants sur les marchés américain et européen, le Japon pourrait découvrir en la Chine son meilleur partenaire économique. Devant les pressions économiques grandissantes exercées par l'Occident, les grands de l'industrie japonaise décidèrent de joindre leur voix à celle des partisans d'une normalisation rapide des relations avec la Chine. En l'absence de nouveaux débouchés, disait-on, l'industrie lourde en serait réduite à se tourner vers la production des armements.

Pour la première fois depuis 1945, des voix se faisaient entendre du côté des dirigeants industriels pour que le gouvernement assouplisse sa politique de limitation des exportations de matériel militaire. Les chantiers navals soutenaient qu'ils auraient pu obtenir

la commande de cuirassés et de sous-marins d'une valeur totale de 500 millions de dollars que l'Iran venait de passer en Allemagne de l'Ouest. Le dilemme était le même pour l'industrie automobile qui aurait pu se servir de ses chaînes de montage de camions pour fabriquer des véhicules blindés destinés au marché du Moyen-Orient. On pouvait même envisager la possibilité que le Japon accroisse son propre budget de défense pour augmenter ses armements afin de se conformer davantage aux désirs des États-Unis et de ses propres forces politiques de droite. Maintenant que s'estompait le souvenir de la Seconde Guerre mondiale et que s'accroissaient les pressions d'ordre économique, tout semblait indiquer que le Japon impérial était sur le point de renaître.

Pour la plupart des Japonais, toutefois, le traité avec la Chine a une valeur plus sentimentale que militaire ou économique. Aucun des trois autres États n'a été, historiquement, une nation «amie» du Japon. Dès que celui-ci nourrit des ambitions expansionnistes, les heurts deviennent inévitables, comme cela s'est produit lors de la guerre sino-japonaise de 1894-1895, de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, et de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, seule la Chine a souffert de l'impérialisme japonais sans compensation. Si les Japonais conservent des sentiments de culpabilité à la suite de leurs aventures militaires, ce doit être la Chine qui les leur inspire. Quant aux Américains, leur magnanimité à l'égard des vaincus ne saurait faire oublier le cauchemar de la bombe atomique. Les Soviétiques ont pour leur part fourni au Japon d'amples raisons de les haïr et de s'en méfier. Qu'il suffise de se rappeler la déclaration de guerre faite au Japon à la veille de sa capitulation, les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre japonais, l'occupation continue des îles septentrionales, ou plus récemment, les manœuvres militaires des Soviétiques. De nos jours, c'est donc au nord que le Japon déploie ses moyens de défense contre son seul ennemi éventuel, l'URSS. Par conséquent, dans l'arrangement trilatéral, les États-Unis ont su tirer parti de la situation tant historique qu'économique du Japon.

Le bilan

Pour que le dessein de Brzezinski puisse se réaliser, il faudra cependant que les États-Unis s'effacent progressivement de la scène politique en Extrême-Orient. Les Américains sont d'avis que l'arrangement trilatéral leur permettra de mener le jeu à partir du sommet du triangle. Le prix qu'il faudra y mettre, de l'avis même de Brzezinski, sera de «faire progresser le Japon», même s'il faut aller pour cela jusqu'à remilitariser un pays où la démocratie est «fragile». La lutte par procuration est la nouvelle règle du jeu. Les Cubains combattent en Afrique sous le patronage des Soviétiques, et les Chinois prodiguent leurs conseils aux Africains avec la bénédiction des Américains. A